



Et si la BNS distribuait des milliers de francs à chacun?

LIVRE La monnaie dysfonctionne, écrit Michaël Malquarti dans «Pour un nouvel ordre monétaire». A l'inverse de l'initiative «Monnaie pleine», ce gestionnaire d'actifs, physicien d'origine, propose dans un esprit keynésien que la Banque nationale suisse distribue à chaque résident une «ration monétaire» pour relancer la demande

La création monétaire n'est pas seulement une question scientifique. Elle est aussi politique et fait appel «à des notions subjectives liées à l'équité, à l'efficacité et à la morale», avance Michaël Malquarti dans *Pour un nouvel ordre monétaire* (Ed. Slatkine, 2018, 216 pages). Ce physicien de formation, puis gérant d'actifs auprès du groupe Syz et depuis l'an dernier de Quaero, nous offre un ouvrage critique à l'égard du système actuel, fort bien écrit car dans un style compréhensible par un non-économiste. «L'argent n'est pas une richesse; il représente uniquement un pouvoir d'achat», précise-t-il par exemple.

L'auteur dresse d'abord un constat d'échec. Il n'est certes pas le seul. Même les banques centrales conviennent que leur politique monétaire menée depuis la crise financière n'a pas produit les effets escomptés. La reprise économique est la plus faible de l'histoire. La dette s'est encore accrue et les inégalités ont été renforcées par l'«effet de richesse». «Nos systèmes monétaires, fruits aléatoires et imparfaits de l'histoire, montrent aujourd'hui leurs limites», observe-t-il. Les banques centrales n'ont pas réussi à mettre de l'argent dans la poche des consommateurs.

Une relance par la demande

Michaël Malquarti répète inlassablement que le problème se situe, à son avis, dans «l'absence de demande effective». L'auteur nous offre donc une thèse keynésienne. L'Etat doit reprendre les choses en main. «Nous laissons des technocrates s'en occuper sans oser intervenir», critique l'essayiste, rappelant qu'il n'y a pas d'«ordre naturel et immuable. La monnaie est une construction sociale».

Or dans le système actuel, le crédit bancaire, créateur de la monnaie scripturale, joue un «rôle déstabilisateur» en raison de «la capacité quasi illimitée des banques à créer de la monnaie». En fait, les limites sont bien réelles. Elles sont contenues dans les contraintes réglementaires. Mais pour lui, «les banques font tout pour contourner l'esprit des règles». Clairement, à son avis, la première cause d'instabilité du système monétaire, c'est «la domination écrasante du crédit bancaire».

L'auteur ne propose pas une «monnaie pleine»: «Méfions-nous du «grand bond en avant» et sachons distinguer le but désiré et les moyens pour l'atteindre», avance-t-il.

La ration monétaire

Le gérant propose de relancer la demande à travers l'idée de «ration monétaire» à distribuer par la Banque nationale suisse (BNS) à chaque résident. A l'Etat, par l'intermédiaire de l'institut monétaire, d'offrir du pouvoir d'achat aux citoyens, à son avis.

Le principal atout de son concept de relance consiste, à son goût, à n'utiliser que l'argent de l'institut d'émission (monnaie souveraine) et ainsi à éviter les banques (monnaie créance) et une politique monétaire transmise à travers le

crédit. L'Etat devrait donc créer de la monnaie qu'il appelle «souveraine» (émise par la BNS) et la dépenser.

L'essayiste donne à cette politique de relance l'apparence de la gratuité. Elle n'augmenterait ni le coût du travail, ni la dette, ni les impôts et elle provoquerait une baisse du franc. «Avec la ration monétaire, il n'y a plus de limite à la demande, donc à la création de richesses», ose-t-il avancer.

Risque de pressions sur la BNS

Ce n'est pas une reprise de l'initiative pour un revenu de base, ajoute-t-il, mais un instrument à disposition de la BNS qui distribuerait de manière irrégulière quelques milliers de francs aux citoyens pour doper la consommation. Le gérant évoque un montant «très inférieur au revenu typique d'un ménage». «La Suisse possède une infrastructure administrative unique, liée à l'assurance maladie de base, qui faciliterait des éventuels transferts d'argent à la population», observe-t-il. La ration serait identique pour tous, sans tenir compte du revenu.

La réflexion ne manque pas d'intérêt si un choc conjoncturel devait se produire. Mais l'est-elle encore dix ans après la crise? Et faut-il confier la gestion de la demande à un institut qui précisément peine à anticiper les événements? Les effets secondaires de la proposition mériteraient aussi que l'on s'y attarde. Si la population reçoit régulièrement une «ration monétaire», ne risque-t-elle pas de multiplier les pressions sur la BNS? ■

EMMANUEL GARESSUS, ZURICH

🐦 @garessus